

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 00184

Numéro SIREN : 488 454 299

Nom ou dénomination : A & A PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2022 sous le numéro de dépôt 5624

A & A PARTNERS
Société Par Actions Simplifiée
au capital de 600 000 €
Siège social : 4 Bis avenue de la Marne -59 290 WASQUEHAL

RCS LILLE METROPOLE 488 454 299

PROCES-VERBAL DE NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL

EN DATE DU 20 DECEMBRE 2021

L'an deux mille vingt et un ,
et le vingt décembre , le Président de la société A&A PARTNERS, Mme Pauline LOYEZ , à
l'issue de l'assemblée générale mixte en date du même jour , a procédé conformément aux
dispositions de l'article 14-10 des statuts à la nomination du directeur général.
Est nommé en tant que directeur général :

M. Xavier MAILLOT

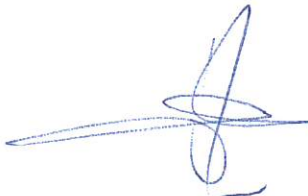
Né le 05 septembre 1968 à Besançon (25), de nationalité française
Domicilié 11B Grande Rue – 25330 NANS SOUS SAINTE ANNE
Pour la durée du mandat du président.

La rémunération du directeur général sera fixée le cas échéant ultérieurement. Il exercera ses fonctions
conformément aux statuts et à la réglementation en vigueur.

M. Xavier MAILLOT a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait ces fonctions et que rien ne s'y opposait.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal signé par le président et le directeur
général.

Mme Pauline LOYEZ , Président



M. Xavier MAILLOT

« bon pour acceptation des fonctions de directeur général »

*bon pour acceptation des fonctions de
directeur général*



A & A PARTNERS
Société Par Actions Simplifiée
au capital de 600 000 €
Siège social : 4 Bis avenue de la Marne -59 290 WASQUEHAL

RCS LILLE METROPOLE 488 454 299

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET
EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 20 DECEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un ,

et le vingt décembre à quatorze heures,

Les associés de la société A &A PARTNERS ci-dessus désignés se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire dans les locaux du cabinet Crowe Cogefis au 3 rue Jeanne Maillotte à 59 000 LILLE, , sur convocation faite par le représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ agissant en qualité d'associé détenant la moitié des actions et ce conformément aux dispositions de l'article 16-3, alinéa 2 des statuts .

Les associés signent la feuille de présence en entrant en séance.

Monsieur Pierre LOYEZ préside la séance en tant que représentant de l'indivision de Monsieur Jean-Hugues LOYEZ , agissant en qualité d'associé majoritaire ayant convoqué la présente assemblée.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 16-3 statuts, *un ou plusieurs actionnaires détenant la moitié des actions ou détenant s'ils représentent au moins le quart des actionnaires, le quart des actions peuvent demander la réunion d'une assemblée.*

Le président constate que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent 249.365 actions sur les 256 000 actions composant le capital et représentant 249.365 droits de vote.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer à la fois sur l'ordre du jour ordinaire et extraordinaire.

Il est rappelé que conformément aux dispositions statutaires :

-les décisions ordinaires ne sont prises sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote[...] . L'assemblée statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

-les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation la

moitié des actions ayant le droit de vote. L'assemblée statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Monsieur le président dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- Le certificat d'hérédité émis par Me JACMIN Edouard, notaire, suite au décès de M. Jean-Hugues LOYEZ,
- Le rapport du représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ agissant en qualité d'associé majoritaire,
- Le texte des résolutions proposées,
- Les statuts.

Puis le président déclare que le rapport émis par le représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ, la liste des associés, le texte des résolutions proposées ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

Il précise en outre que le droit de communication prévu par les statuts a été respecté.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1° Ordre du jour ordinaire :

- Rapport du représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ ;
- Constatation du décès de M. Jean-Hugues LOYEZ survenu le 05 août 2021 ;
- Nomination d'un nouveau président : rémunération et pouvoirs ;

2° Ordre du jour extraordinaire :

- Suppression du nom du président des statuts : modification de l'article 14 (présidence) des statuts ;
- Correction d'une erreur formelle : modification de l'article 8 (capital social) des statuts ;
- Modifications statutaires : article 16 (décisions collectives) ;
- Pouvoirs pour les formalités,
- Questions diverses.

Lecture est ensuite donnée du rapport du représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ.

Puis, Monsieur le Président ouvre les débats.

Plusieurs échanges de vues ont lieu.

Plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

1) Ordre du jour ordinaire

PREMIÈRE RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte du décès de M. Jean-Hugues LOYEZ survenu le 05 août 2021.

M. Jean-Hugues LOYEZ exerçant les fonctions de président de la Société, l'assemblée générale décide de nommer en tant que président à compter de ce jour pour une durée indéterminée :

-Madame Pauline, Marie LOYEZ née à Mouscron le 27 décembre 1972, de nationalité belge domiciliée à 7783 Le Bizet, rue d'Houplines, 1/C.

Madame Pauline LOYEZ exercera ses fonctions conformément à la loi et aux dispositions statutaires.

Sa rémunération sera fixée ultérieurement.

Madame Pauline LOYEZ a d'ores et déjà fait savoir qu'elle acceptait ces fonctions et que rien ne s'y opposait.

Cette résolution, mise aux voix, est :

☒ adoptée à l'unanimité

☐ adoptée à la majorité :voix pour,voix contre

☐ rejetée à l'unanimité

Mme Pauline LOYEZ remercie les associés de leur confiance.

L'assemblée se poursuit sous la présidence de Mme Pauline LOYEZ, présidente qui constate que les conditions de quorum sont remplies afin de délibérer sur l'ordre du jour extraordinaire.

2) Ordre du jour extraordinaire

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède, décide de supprimer le nom du président des statuts ; l'article 14 – Présidence- est donc modifié comme suit : suppression du troisième alinéa « *Le premier président de la société est Monsieur Jean-Hugues LOYEZ, désigné pour une durée indéterminée* ».

Cette résolution, mise aux voix, est :

☒ adoptée à l'unanimité

☐ adoptée à la majorité :voix pour,voix contre

☐ rejetée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise de l'erreur formelle existant dans la rédaction de l'article 8-Capital social- des statuts décide de rectifier cette erreur.

La rédaction de l'article 8-Capital social- est la suivante : Le capital social s'élève à SIX CENT MILLE EUROS (600 000.00 €). Il est divisé en DEUX CENT CINQUANTE SIX MILLE (256 000 actions), entièrement libérées et souscrites.

Cette résolution, mise aux voix, est :

☒ adoptée à l'unanimité

☐ adoptée à la majorité :voix pour,voix contre

☐ rejetée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier comme suit la rédaction de l'article 16-Décisions collectives – des statuts :

Article 16-2-Décisions collectives

Cet article est remplacé par les dispositions suivantes :

Les décisions collectives sont prises, au choix du président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Article 16-4- Mode de convocation

Suppression de l'ensemble du paragraphe b) en cas de vote par télécopie et remplacement par le paragraphe suivant b) *vote à distance*

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache

Article 16-6 –Droit de communication délai

Modification du délai de convocation qui passe de quinze jours au moins à huit jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée ou en cas de consultation écrite. La convocation a lieu par tous moyens.

La nouvelle rédaction devient : *huit jours* au moins avant la date de la réunion de l'assemblée, les documents suivants doivent être adressé à chaque actionnaire [.....].*La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite. Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.*

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque actionnaire qui dispose d'un délai *de huit jours* à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.[....].

Cette résolution, mise aux voix, est :

☒ adoptée à l'unanimité

☐ adoptée à la majorité :voix pour,voix contre

☐ rejetée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes publicités, dépôts et formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est :

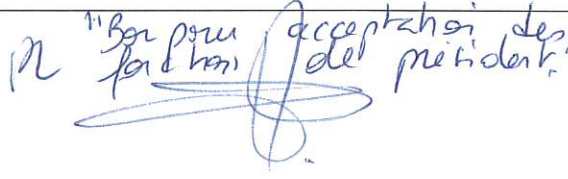
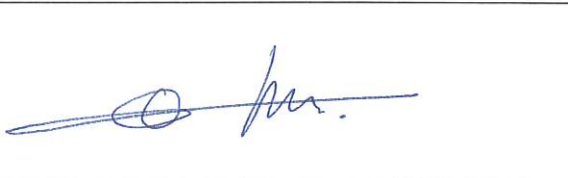
☒ adoptée à l'unanimité

☐ adoptée à la majorité :voix pour,voix contre

☐ rejetée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

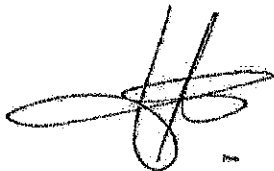
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ et Mme Pauline LOYEZ

Mme Pauline LOYEZ , présidente « Bon pour acceptation des fonctions de président ».	
M. Pierre LOYEZ Représentant de l'indivision de M. Jean-Hugues LOYEZ	

A & A PARTNERS
Société Par Actions Simplifiée
au capital de 600 000 €
Siège social : 4 Bis avenue de la Marne -59 290 WASQUEHAL
RCS LILLE METROPOLE 488 454 299

STATUTS MIS A JOUR
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 20 DECEMBRE 2021

Copie certifiée conforme
Mme Pauline LOYEZ , président

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

PREMIERE PARTIE

STATUTS

Titre I	- Caractéristiques
Titre II	- Capital social
Titre III	- Actions
Titre IV	- Administration
Titre V	- Comptes sociaux
Titre VI	- Dispositions diverses

DEUXIEME PARTIE

DISPOSITIONS DIVERSES ET

TRANSITOIRES

PREMIERE PARTIE - STATUTS

TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 . FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de Commerce et les présentes.

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 . OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger : Le développement de solutions numériques pour les particuliers, les entreprises, les collectivités, et tous établissements publics et privés, quelle qu'en soit la forme et l'activité.

Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, d'apport, de prise en location-gérance,

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

La participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opération peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3 . DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **A & A Partners**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 . SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à WASQUEHAL (59290) 4 Bis avenue de la Marne, 1er étage.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même Commune par simple décision de la présidence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des actionnaires.

1°/ Aux termes d'un procès-verbal sous seing privé en date à Lille du 23 septembre 2015, il a été décidé de transférer le siège social de la société du 221 rue de Paris, LILLE (59000) au 4Bis avenue de la Marne, 1er étage, WASQUEHAL (59290)

ARTICLE 5 . DURÉE

La durée de la société est de cinquante années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les actionnaires devront être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 . APPORTS

1°/ Originellement, l'associé fondateur a apporté à la société la somme de **HUIT CENT QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS (890.000 €)**. Laquelle somme de 890.000 € a été déposée, conformément à la loi, le 1^{er} septembre 1993 au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la Société Générale de Lille.

2°/ Aux termes d'un procès-verbal en date à Lille du 1^{er} mars 2006, il a été décidé d'augmenter le capital social de 110.000 € pour le porter de 890.000 € à 1.000.000 €, par voie d'apports en numéraire et création de 1.100 actions nouvelles d'une valeur de 100 € chacune.

3°/ Aux termes de procès-verbaux en date à Paris du 23 juin 2009 et 6 octobre 2009, il a été décidé et constaté l'augmentation du capital social de 1.000.000 € pour le porter de 1.000.000 € à 2.000.000 €, par création de 10.000 actions nouvelles d'une valeur de 100 € chacune.

4°/ Aux termes d'un procès-verbal en date à Lille du 7 juillet 2011, il a été décidé :

Premièrement, de la réduction du capital social de 1.460.000€ pour le porter de 2.000.000€ à 540.000€ par voie de diminution de la valeur des actions. La valeur nominale des actions, fixée à 100€ est ainsi ramenée à 27€.

Deuxièmement, de l'augmentation du capital social de 540.000€ pour le porter de 540.000€ à 1.080.000€ par voie de création de 20.000 actions nouvelles s'une valeur nominale de 27€ chacune.

5°/ Aux termes d'un procès-verbal en date à Lille du 27 septembre 2012, il a été décidé de la réduction du capital social de 680.000€ pour le porter de 1.080.000€ à 400.000€ par voie de diminution de la valeur des actions. La valeur nominale des actions, fixée à 27€ est ainsi ramenée à 10€.

6°/ Aux termes d'un procès-verbal en date à Lille du 20 décembre 2013, il a été décidé :

Premièrement, de la réduction du capital social de 150.000€ pour le porter de 400.000€ à 250.000€ par voie de diminution de la valeur des actions. La valeur nominale des actions, fixée à 10€ est ainsi ramenée à 6,25€.

Deuxièmement, de l'augmentation du capital social de 300.000€ pour le porter de 250.000€ à 550.000€ par voie de création de 48.000 actions nouvelles s'une valeur nominale de 6,25€ chacune.

7°/ Aux termes d'un procès-verbal en date à Lille du 31 décembre 2014, il a été décidé d'augmenter le capital social de 250.000€ pour le porter de 550.000 à 800.000€ par voie d'apports en numéraire et création de 40.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 6,25 € chacune.

8°/ Aux termes d'un procès-verbal en date à Lille du 24 décembre 2015, il a été décidé :

Premièrement, de la réduction du capital social de 404.800€ pour le porter de 800.000.00€ à 395.200.00€ par voie de diminution de la valeur des actions. La valeur nominale des actions, fixée à 6.25€ est ainsi ramenée à 3.0875€.

Deuxièmement, les capitaux propres de la société en suite de la réduction de capital qui précède s'élèvent à 201.120€ pour 128.000 actions, soit une valeur unitaire par action de 1,57€; en conséquence de quoi, l'assemblée a décidé de l'augmentation du capital social de 204.800€ pour le porter de 395.200.00€ à 600.000.00€ par voie de création de 128.000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1,60€ chacune

Les actions nouvelles seront soumises à toutes dispositions statutaires, jouiront des mêmes droits et seront assimilées aux actions anciennes.

ARTICLE 7 . NON APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Compte tenu de la libre-négociabilité des actions, les dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil imposant à l'apporteur de biens communs d'aviser son conjoint et conférant à ce dernier la possibilité de revendiquer la qualité d'actionnaire, ne sont pas applicables à la société par actions simplifiée.

ARTICLE 8 . CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à SIX CENT MILLE EUROS (600 000.00 €). Il est divisé en DEUX CENT CINQUANTE SIX MILLE (256 000)actions entièrement libérées et souscrites.

ARTICLE 9 . MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les actionnaires feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

9-1 Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des actionnaires, sur le rapport du président, prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, la décision collective des actionnaires doit être prise à l'unanimité.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des actionnaires constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du président.

En outre, une décision collective extraordinaire doit être prise pour toutes augmentations de capital, sauf si elle est effectuée par apport en nature, à l'effet de décider,

sur le rapport de ses dirigeants, l'ouverture ou non à cette occasion du capital à ses salariés. En cas de non-respect, la procédure d'augmentation de capital est frappée de nullité.

Au surplus, tous les trois ans une décision collective extraordinaire doit être prise pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées représentant moins de trois pour cent du capital.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque actionnaire a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective extraordinaire peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

9-2 Réduction du capital

La réduction du capital pourra être décidée de la même façon.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital devant amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, sauf si la société se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne sera pas prononcée si une régularisation intervient au moment où statue le tribunal.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 10 . ACTIONS

10-1 Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout actionnaire peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des actionnaires, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

10-2 Droits attachés aux actions :

Chaque actions donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

10-3 Droit de vote :

Chaque action donne également droit de participer aux décisions collectives, chaque action donnant une voix.

10-4 Usufruit - nue-propriété :

Si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier tant pour les décisions collectives ordinaires que pour celles extraordinaires.

Toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions ayant pour objet le changement de nationalité de la société ou l'aggravation des engagements des actionnaires.

En tout état de cause, le nu-propriétaire devra être appelé tant aux décisions collectives ordinaires qu'à celles extraordinaires afin de lui permettre d'assister auxdites décisions.

Cependant, les actionnaires concernés peuvent convenir d'une toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre

recommandée à la société qui sera tenue d'appliquer cette convention par toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'expiration de cette lettre.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé, en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes : cet exercice appartient à l'actionnaire détenant la nue-propriété, si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes sont soumis à usufruit. Il sera réputé avoir négligé d'exercer ce droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit, et de même s'il n'a demandé d'attribution ni vendu ses droits trois mois après le commencement des opérations d'attribution. Dans ces deux derniers cas, l'actionnaire détenant l'usufruit pourra se substituer dans les droits non exercés.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruit pour l'usufruit, sauf à modifier pour tenir compte de l'éventuelle versement de fonds par l'usufruitier lui-même pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution.

10-5 Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les actionnaires. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

10-6 Libération des apports en numéraire :

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées, lors de leur souscription, du quart au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominal et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 . CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilités :

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

ART. 12 – INALIENABILITE TEMPORAIRE DES ACTIONS

Les actions souscrites par les associés aux termes des présents statuts ainsi que toutes celles qui leur seront attribuées pour quelque cause que ce soit ou celles dont ils deviendront propriétaires sont inaliénables pendant une période de **deux ans** à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Le décès d'un associé met fin par anticipation et de plein droit à l'inaliénabilité des actions appartenant au défunt.

En conséquence les associés concernés s'engagent expressément et irrévocablement à ne pas transférer sous quelque forme que ce soit pendant toute la durée de la présente clause les actions qu'ils ont souscrites ou dont ils deviendront propriétaires. Sont visées par cette interdiction toutes les mutations, transmissions et cessions y compris les opérations de fusion ou d'apport partiel.

Toute cession réalisée au mépris de cette interdiction est inopposable à la société.

Toutefois, en cas de mésentente grave entre un associé et la société de nature à donner lieu à une décision de dissolution, il est convenu que les autres associés pourront lever à l'unanimité la clause d'interdiction. De même la clause d'inaliénabilité sera levée lorsque la procédure d'arbitrage prévue aux statuts donnera lieu à une sentence prévoyant la « sortie » d'un associé afin de régler le conflit et, par voie de conséquence, le rachat par les autres associés ou la cession de ses actions. La clause d'inaliénabilité temporaire sera également neutralisée lorsque les statuts prévoient l'exclusion d'un associé, l'exclusion ne pouvant se réaliser durant la période d'inaliénabilité.

Domaine de l'agrément :

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droit d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature ; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Cessions libres :

Aucune cession de droits en pleine propriété, ou de droits démembrés, de titres de quelque nature qu'ils soient, donnant accès direct et/ou indirect au capital de la société, au profit de qui ce soit n'est libre.

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération ; en cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de un mois (date à date) pour agréer ou non la personne désignée ; il notifie sa décision au demandeur. À défaut de réponse du président dans le délai de un mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'agrée pas la personne désignée, le président est tenu dans le délai de un mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de un mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. À défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Nantissement : Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Cession du bloc de contrôle de la SOCIETE

Chaque associé s'engage, en cas de cession de tout ou partie de ses participations de la société, à ériger en condition suspensive au sein du protocole préalable qui sera régularisé dans le cadre de cette cession, que le CESSIONNAIRE de ses titres propose à chacun des autres associés, l'acquisition de leurs participations respectives, aux mêmes conditions. Cette disposition a vocation à s'appliquer quelle que soit le niveau de participation de l'associé concerné.

12 - 1 EXCLUSION

L'exclusion d'un actionnaire pourra s'effectuer par une décision extraordinaire unanime des autres actionnaires dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société, et lié au non-respect des dispositions prises entre associés, destinées à garantir entre eux, au profit de la société, la confidentialité absolue quant aux concepts et process développés par la société sous l'impulsion du président-fondateur, en la personne de M. Jean-Hugues LOYEZ.

La décision enjoindra cet actionnaire de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'actionnaire exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'actionnaire susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres actionnaires les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des actionnaires.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'actionnaire exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

12 - 2 - RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

ARTICLE 13 . COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des actionnaires prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les actionnaires.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 14 . PRESIDENCE

14-1 Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, actionnaire ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée soit par l'actionnaire unique soit par décision collective des actionnaires prise à la majorité simple, la durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité prévue à l'article 16 (décisions ordinaires) en ce compris les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable au profit du président.

Lorsqu'une personne morale est nommée président de la société, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient président en leur nom propre en application de l'article 262-8 de la loi du 24 juillet 1966.

La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique, à moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposable à la société par actions simplifiée, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés par lettre recommandée à la société. Si la personne morale président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

14-2 Pouvoirs à l'égard des tiers :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 16 des présents statuts et de ceux qui sont réservés à l'organe créé à l'article 15 des présents statuts).

Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix ; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du travail auprès du directeur général.

14-3 Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au greffe.

14-4 Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

14-5 Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des actionnaires.

14-6 Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des actionnaires, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales.

14-7 Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de Commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du Travail.

14-8 Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

14-9 Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

14-10 Directeur général :

Le président peut donner mandat à une personne physique (ou à plusieurs) associée ou non, pour l'assister dans ses fonctions, à titre de directeur général.

Dans l'acte de nomination qui fera l'objet des publications légales, le président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu. Celle-ci ne pourra excéder celle du président sauf si ce dernier exerce son mandat à titre gratuit.

Le directeur général est révocable à tout moment et sans motivation.

En cas de décès, démission ou révocation ou en cas d'empêchement temporaire, le directeur général conserve ses fonctions et attributions ; il provoque une réunion des associés chargée de nommer un nouveau président dont la désignation met fin automatiquement à ses fonctions.

Le directeur général n'ayant pas le pouvoir légal de représenter la société envers les tiers, il devra justifier envers ceux-ci de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président de l'acte de sa nomination délimitant l'étendue de ses pouvoirs.

14-11 Conventions réglementées. Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son président ou son directeur général et les autres organes de direction donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes. Échappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le président et le directeur général doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues ; cette information sera donnée suite à la demande qui sera faite par le commissaire aux comptes et en toute hypothèse au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis au commissaire aux comptes.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

ART. 15. – COMITE CONSULTATIF

Il est créé un comité consultatif composé de 7 membres pris au sein des associés de la société, ou non-associés. Les personnes morales membres du comité sont représentées de droit par leur représentant ou mandataire légal.

Les membres du comité consultatif sont nommés par décision collective des associés qui fixe la durée de leur mandat. Tout membre est révocable par décision collective des associés à tout moment et sans motivation.

Le comité désigne parmi ses membres un président qui est révocable aux mêmes conditions.

Les décisions du comité sont prises à la majorité absolue de ses membres ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les membres peuvent se représenter entre eux.

Le comité organise librement ses conditions de fonctionnement et les modalités de mise en œuvre ; ces règles seront définies dans un règlement intérieur adopté à la majorité indiquée ci-dessus.

Le président du comité est informé de tout projet de consultation des associés par le président. Le comité dispose d'un droit de communication sur tous les documents qu'il juge nécessaires pour les besoins de sa mission. Le comité peut consulter les commissaires aux comptes de la société et poser toutes questions au président ou au commissaire aux comptes.

Le comité a le droit d'émettre ou de transmettre dans les formes choisies un avis aux associés préalablement à toute consultation.

Le comité doit être consulté par le président avant conclusion des actes suivants :

- Acquisition ou cession d'actifs immobiliers assortie ou non de contrat de crédit-bail d'un montant supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Acquisition, cession ou apport de fonds de commerce, d'un montant supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Création ou cession de filiales ;
- Acquisition ou cession de participation dans toutes sociétés, entreprises ou groupements quelconques pour un montant supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Création et suppression de succursales, agences ou établissements de la société, représentant un engagement financier supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- Conclusion de tous contrats de crédit-bail immobilier ;
- Investissements quelconques, d'un montant supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Emprunts sous quelque forme que ce soit, d'un montant supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la société ;
- Crédits consentis par la société hors du cours normal des affaires ;
- Adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société, représentant un engagement financier supérieur à TROIS CENT MILLE EUROS (300.000,00 EUR) ;
- Modification apportée dans les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes sociaux,
- Embauche d'un collaborateur dont la rémunération annuelle brute excéderait CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150.000,00 EUR).

En deçà de ces limites ou pour tout autre acte non expressément réservé aux décisions collectives, le Président de la société dispose de tous pouvoirs.

Le comité émet un avis sur ces opérations et en informe le président et, s'il y a lieu, les associés. Aux côtés du président, il élabore la stratégie de l'entreprise, que le président et le ou les directeurs généraux délégués sont chargés, avec leurs équipes, d'exécuter et mettre en œuvre.

Les membres du comité ne peuvent faire aucun acte externe ou interne de gestion ou d'administration.

ARTICLE 16 . DÉCISIONS COLLECTIVES

16-1 Les décisions à prendre collectivement sont notamment :

- Modification des statuts,
- Nomination et renouvellement du président de la société, des commissaires aux comptes,
- Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats ;
- Augmentation des engagements de tous les actionnaires,

c) **Actes.** Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte ; l'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir : les conditions d'information préalables des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enlissé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

16-5 Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

16-6 Droit de communication - délai :

Huit [jours] au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque actionnaire : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite. Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque actionnaire qui dispose d'un délai de huit jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque actionnaire : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes.

16-7 Représentation :

Un actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou un autre actionnaire à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux actionnaires. L'actionnaire unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste actionnaire.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires.

Les sociétés et autres personnes morales actionnaires sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

16-8 Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L 432-6-1, II, du code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'actionnaires dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des actionnaires. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des actionnaires.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

16-9 Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des actionnaires présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

16-10 Décisions ordinaires :

1 - Les décisions ordinaires sont celles à prendre par la collectivité des actionnaires qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires;
- nommer ou révoquer le président et le ou les directeurs généraux ;

2 - Les décisions ordinaires ne sont prises, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance dans le délai prescrit possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

16-11 Décisions extraordinaires :

1 - Sauf disposition contraire des présents statuts, la collectivité des actionnaires statuant en la forme extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2 - Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Les décisions à prendre à la majorité des deux tiers des voix sont les suivantes :

- l'augmentation du capital ;
- l'amortissement du capital ;
- la réduction du capital ;
- la fusion, la scission ;
- la nomination ou la révocation du commissaire aux comptes ;
- les conventions réglementées ;
- les actes dont la conclusion est soumise à autorisation préalable.

3 - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, la collectivité des actionnaires qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale.

En outre dans les décisions collectives extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans limitation, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions.

16-12 Décisions requérant l'unanimité des actionnaires :

- l'adoption et la modification des clauses statutaires visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 du Code de Commerce ;
- l'augmentation des engagements de tous les actionnaires ;
- la transformation en société en nom collectif ;

16-13 Conventions Interdites :

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de Commerce s'appliquent au président et aux dirigeants de la société dans les conditions déterminées par cet article. Elles ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple actionnaire, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société actionnaire de la S.A.S.

16-14 Conventions réglementées :

Le commissaire aux comptes présente à la collectivité des actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce.

La collectivité des actionnaires statue sur ce rapport. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul actionnaire, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus-visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 17 . EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 18 . COMPTES SOCIAUX - RÉSULTATS

18-1 Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de Commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire et les comptes annuels puis établissent le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes. Ils établissent et publient, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des actionnaires approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des actionnaires, la société est tenue de déposer en double exemplaire, au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-22 du Code de Commerce.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

18-2 Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- Affectation : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

- Mise en paiement des dividendes : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée des actionnaires ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du président.

ARTICLE 19 . COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi.

19-1 Nomination :

Les commissaires aux comptes, titulaire et suppléant, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de SIX ANNEES.

Ils sont indéfiniment rééligibles, la reconduction tacite dans leur fonction est inopérante.

19-2 Mission :

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par la loi.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société ;
- de contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur ;
- de vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations donnés dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des actionnaires.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires et assurer l'information suffisante du ou des actionnaires, les comptes annuels, le rapport de gestion, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe, sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

19-3 Démission

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société. En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le suppléant accède de droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

19-4 Révocation - Empêchement :

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'actionnaire unique, ou par décision collective des actionnaires.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 20 : DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque actionnaire a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des actionnaires avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux actionnaires à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des actionnaires représentés.

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de Commerce, tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 21 : TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

21-1 Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les actionnaires.

21-2 Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des actionnaires peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

- les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes n'a pas provoqué la décision collective des actionnaires visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les actionnaires n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de Commerce ;

- en cas de réduction du capital social au-dessous du montant minimum légal du capital social.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses actionnaires ou par la révocation d'un président qu'il soit actionnaire ou non.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

21-3 Liquidation :

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément à l'article L 237-1 du Code de Commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux actionnaires du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 22 . ATTRIBUTION DE JURIDICTION ARBITRAGE

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales ainsi que toutes celles entre associés et la société ou entre associés et le président sont soumises à arbitrage dans les conditions ci-après.

L'une ou l'autre des parties notifiera par lettre recommandée à l'autre l'intention de se prévaloir de la présente clause d'arbitrage suite au différend constaté. Les parties peuvent désigner d'un commun accord un arbitre unique qui aura les mêmes prérogatives et pouvoirs que le tribunal arbitral prévu ci-après.

À défaut de choix d'un arbitre unique, chacune des parties nommera dans les plus brefs délais un arbitre ; notification de ce choix sera faite à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés désigneront un troisième arbitre ; si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord pour désigner un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de six mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué.

Le tribunal arbitral statuera en amiable compositeur et en dernier ressort, les parties renoncent à la voie d'appel à l'encontre de la sentence.

Les premiers frais d'arbitrage seront supportés par moitié; le tribunal arbitral décidera des modalités définitives de répartition des frais ou leur mise à charge à l'une ou l'autre des parties.